



Assemblée générale

Distr. générale
23 décembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 91 de l'ordre du jour

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Note du Président de l'Assemblée générale

Conformément à la décision 76/503 de l'Assemblée en date du 17 septembre 2021, j'ai l'honneur de faire distribuer le texte de la déclaration préenregistrée du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir annexe), diffusée à la 36e séance plénière de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, qui s'est tenue le 17 novembre 2021.

Conformément à la décision 76/503 du 17 septembre 2021, et sans que cela crée de précédent pour les futures séances plénières, les procès-verbaux de l'Assemblée générale, pendant la soixante-seizième session, s'accompagneront d'un document récapitulatif où figureront les déclarations préenregistrées faites par les personnes invitées à faire une déclaration ou à présenter un rapport, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse : estatements@un.org.

21-19609 (F)



Document adapté

Merci de recycler



Annexe

Déclaration de M. Rafael Grossi, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique

C'est un honneur pour moi que de prendre la parole devant l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session ordinaire, et je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée d'informer les États Membres du travail important effectué par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en vue de réaliser nos objectifs communs.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) n'est pas terminée ni pour nous ni pour les 173 États membres. Néanmoins, des progrès vers un retour à la normalité ont été réalisés. À l'AIEA, nous sommes retournés dans nos bureaux et nos laboratoires début juillet. Bon nombre de nos activités, telles que la formation de scientifiques, de médecins et d'ingénieurs des pays en développement à l'utilisation de technologies nucléaires pertinentes, sont en train de passer d'un format exclusivement en ligne à un format hybride, tout comme nos conférences.

Cependant, s'agissant de notre travail en matière de garanties, tout au long de la pandémie, nous avons continué de mener des inspections sur le terrain partout dans le monde pour prévenir le détournement des matières nucléaires destinées à des applications pacifiques. Dans le cadre de l'opération d'urgence la plus importante jamais menée par l'Agence, celle-ci a fait parvenir à 129 pays des cargaisons de matériel de dépistage du virus et de diagnostic dont ils avaient urgemment besoin pour lutter contre la pandémie de COVID-19 et a dispensé des formations dans ce domaine.

Le projet Action intégrée contre les zoonoses de l'AIEA, connu sous le nom ZODIAC, a fait fond sur ces activités pour créer un réseau de pays et de laboratoires de tous les continents et de partenaires de toute la famille des Nations Unies afin de nous aider à nous préparer aux épidémies futures. Les États Membres auront accès à du matériel nucléaire et à des systèmes techniques y relatifs, à des connaissances spécialisées, à des conseils et à des formations. Les décideurs recevront des informations claires et en temps opportun qui leur permettront d'agir rapidement.

Étant donné que les services de santé ont donné la priorité à la pandémie de COVID-19, la situation a empiré pour les patients souffrant d'autres maladies graves, comme le cancer. L'AIEA redouble d'efforts pour permettre aux pays, dont plusieurs se trouvent en Afrique, qui ne disposent même pas d'un seul appareil de radiothérapie, d'avoir accès à la médecine nucléaire et à la radiothérapie pour sauver des vies. Le thème de l'Assemblée pour cette année nous invite à miser sur l'espoir pour renforcer la résilience, et c'est ce que nous faisons grâce aux rayons vivifiants de l'atome. Nous intensifions résolument nos efforts en matière de lutte contre le cancer et nous annoncerons bientôt une initiative importante pour faire face à la crise actuelle.

Avant d'aborder le rôle important que joue l'AIEA dans le domaine de la paix et de la sécurité, je voudrais mettre l'Assemblée au fait des activités tout aussi essentielles que nous menons pour aider nos États membres à renforcer leurs capacités à utiliser la science et la technologie nucléaires en vue d'atteindre plus de la moitié des objectifs de développement durable.

L'année dernière, 147 pays et territoires – dont 35 étaient des pays moins développés – ont reçu un appui grâce au programme de coopération technique de l'AIEA. Outre notre assistance en matière de lutte contre la pandémie de COVID-19,

cet appui a porté principalement sur la santé et la nutrition ainsi que l'alimentation et l'agriculture.

Dans son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), le Secrétaire général nous invite tous à protéger nos biens communs mondiaux les plus précieux. Je voudrais évoquer deux des multiples façons dont l'AIEA aide les États Membres à protéger notre environnement : l'air que nous respirons et les océans.

Vu que je viens juste de participer à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), je voudrais commencer par le défi des changements climatiques. Les centrales nucléaires n'émettent pas de carbone. L'énergie nucléaire est un moyen éprouvé et modulable de décarboniser nos systèmes énergétiques. Elle est et sera une solution importante à la crise climatique à laquelle nous sommes confrontés. J'ai constaté que cette opinion trouve écho auprès d'un nombre croissant de personnes qui s'intéressent aux changements climatiques et dans d'autres milieux.

Les 442 réacteurs nucléaires de puissance en service dans 32 pays produisent environ une capacité de 394 gigawatts. Ils fournissent plus de 10 % de la production mondiale totale d'électricité et plus d'un quart de la production mondiale d'électricité bas carbone. Sans l'énergie nucléaire, les émissions mondiales de dioxyde de carbone seraient considérablement plus élevées. Environ 19 pays sont en train de construire 51 nouveaux réacteurs, qui devraient fournir 54 gigawatts de nouvelle capacité nucléaire.

Selon les dernières projections de l'AIEA, la capacité électrique nucléaire mondiale doublera d'ici à 2050 si les pays décident de tirer pleinement parti de l'énergie nucléaire dans leur lutte contre les changements climatiques.

À elles seules, les énergies solaire et éolienne ne peuvent pas permettre de régler le problème. C'est ce qui ressort clairement des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, des spécialistes internationaux de l'économie de l'énergie, des experts de l'AIEA et de nombreux jeunes militants pour le climat que j'ai rencontrés à la COP 26.

Certes, on accepte de plus en plus l'énergie nucléaire, mais les grands avantages des technologies nucléaires ne sont durables que si celles-ci sont utilisées de manière sûre et sécurisée. L'AIEA contribue à faciliter l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le cadre d'une culture de sûreté fondée sur l'apprentissage et l'amélioration continus, et intégrée dans un dispositif de sécurité solide et souple. Les normes de sûreté de l'Agence sont considérées comme une référence au niveau international en ce qui concerne la protection des personnes et de l'environnement contre les effets nocifs des rayonnements ionisants. De plus, les États Membres ont largement recours aux services d'examen par des pairs et aux services consultatifs de l'Agence, qui sont de plus en plus nombreux, pour améliorer continuellement la sûreté et la sécurité nucléaires.

Le Gouvernement japonais a demandé à l'AIEA, en sa qualité d'organisation internationale fiable dont les activités reposent sur la science, d'apporter son aide avant, pendant et après l'évacuation de l'eau traitée par le système avancé de traitement des liquides et stockée à la centrale nucléaire de Daiichi à Fukushima. L'objectif de ce projet pluriannuel sera pour l'AIEA d'évaluer, avec l'aide d'une équipe d'experts internationaux, la conformité du processus d'évacuation aux normes de sécurité de l'Agence adoptées par consensus.

En plus des changements climatiques et de la pollution atmosphérique, la pollution des océans par le plastique est un autre défi transfrontalier urgent qui menace l'un de nos biens communs les plus vitaux. Certains scientifiques prédisent que d'ici à 2050, il y aura plus de plastique que de poissons dans la mer. L'initiative « Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique » de l'AIEA vise à construire des infrastructures dans les États Membres afin qu'ils puissent mener des recherches et surveiller la quantité de déchets et de microplastiques dans l'environnement marin. Cela permet aux autorités d'adopter des politiques en toute connaissance de cause.

La pandémie de COVID-19 a bouleversé la vie de nombre d'entre nous, mais elle n'a nullement entravé l'accomplissement des tâches essentielles de l'AIEA en matière de garanties. Nous avons continué d'effectuer tous les travaux de vérification les plus urgents sur le terrain. Ces activités ont pris une très grande ampleur au cours des dernières années.

Le nombre de pays qui ont des accords de garanties en vigueur s'élève à 186, dont 138 ont des protocoles additionnels en vigueur. Plus de 1 300 installations et autres sites sont désormais soumis aux garanties de l'AIEA. Plus important encore, la quantité de matières nucléaires à partir de laquelle l'on ne peut exclure la possibilité de fabriquer un engin explosif nucléaire a augmenté de près de 30 % au cours de la dernière décennie, pour atteindre plus de 220 000 à la fin de l'année dernière. Dans le même temps, nous continuons de faire face à de nouvelles situations, notamment la nécessité de nous assurer que nous sommes en mesure d'offrir des garanties lorsque des matières nucléaires sont utilisées pour la propulsion navale.

Je fais régulièrement rapport au Conseil des gouverneurs de l'AIEA sur la mise en œuvre par l'Iran des engagements nucléaires qu'il a contractés dans le cadre du Plan d'action global commun. Les activités de vérification et de surveillance de l'Agence ont été perturbées par la décision de l'Iran de suspendre la mise en œuvre de ses engagements nucléaires dans le cadre de ce Plan. En septembre, l'AIEA a conclu un accord avec l'Iran selon lequel les inspecteurs de l'Agence continueraient de procéder à l'entretien de son matériel de contrôle et de surveillance et de remplacer les supports de stockage. Cependant, l'Agence n'a pas été en mesure d'accéder à un site précis, ce qui réduit la certitude qu'elle a de maintenir la continuité des connaissances, indispensable à la mise en œuvre du Plan d'action global commun.

Au cours de l'année écoulée, j'ai continué de communiquer des informations sur l'Accord conclu entre l'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, car il reste des questions non résolues concernant la présence en Iran de multiples particules d'uranium d'origine anthropique à trois emplacements qui n'ont pas été déclarés à l'Agence, ainsi que des questions liées à un autre emplacement non déclaré concernant de l'uranium naturel sous la forme d'un disque métallique. Je souligne de nouveau que l'Iran est tenu d'apporter des éclaircissements et de régler ces questions sans plus tarder.

L'Agence continue de surveiller le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée, en se basant sur des informations de source publique, notamment des images satellites. Les activités nucléaires du pays restent une source de préoccupation majeure. La poursuite du programme nucléaire constitue une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et est profondément déplorable. J'appelle la République populaire démocratique de Corée à

se conformer pleinement aux obligations qui lui incombent en vertu des résolutions du Conseil de sécurité, à coopérer rapidement avec l'Agence en vue de l'application pleine et effective de son accord de garanties dans le cadre du Traité de non-prolifération et à régler toutes les questions en suspens, en particulier celles qui se sont posées pendant l'absence des inspecteurs de l'Agence dans le pays. L'Agence reste résolument déterminée à jouer son rôle essentiel dans la vérification du programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée.

Qu'il s'agisse des garanties, de la sûreté et de la sécurité ou du renforcement de la capacité des États Membres à utiliser les techniques nucléaires pour augmenter le rendement des cultures, réduire les populations d'insectes porteurs de maladies et gérer les précieuses sources d'eau douce, une constante demeure : l'importance de la science et des connaissances techniques. C'est pourquoi la modernisation des laboratoires d'applications nucléaires de l'AIEA est l'un des projets les plus passionnants et les plus importants que nous ayons entrepris. Grâce à l'appui généreux des États Membres, nous sommes arrivés à la phase finale. Il est important d'achever ce processus pour que l'AIEA puisse former des milliers de scientifiques originaires des États Membres à l'utilisation d'une technologie nucléaire de pointe sur l'agriculture intelligente face au climat, la gestion des ressources et la sécurité alimentaire. Cette année, nous avons également inauguré un centre de sécurité nucléaire, qui accueillera nos experts et les dernières technologies en matière de formation et de renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité.

Aucune société, aucune économie ne réalisera son potentiel tant que les femmes ne seront pas en mesure d'y contribuer pleinement. L'AIEA cherche à autonomiser les femmes dans toutes ses activités. Nous progressons régulièrement vers mon objectif, à savoir parvenir à la parité des sexes dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur d'ici à 2025. Pour ce faire, nous devons intensifier nos efforts, non seulement au sein de l'Agence, mais aussi stimuler le vivier de talents pour l'ensemble du secteur nucléaire.

Le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie de l'AIEA en est maintenant à sa deuxième année. À ce jour, le programme a soutenu 100 femmes dans leurs études en leur allouant des bourses pour des programmes de maîtrise dans le domaine nucléaire. Cette année, 110 autres femmes les rejoindront. Je tiens à remercier les généreux donateurs au programme de bourses d'études.

Enfin, je remercie chaleureusement l'Autriche, notre merveilleux pays hôte, qui met tout en oeuvre pour faciliter notre travail, en particulier durant la période difficile de la pandémie de COVID-19. Je remercie également le personnel de l'Agence pour son travail acharné et son dévouement.